

<https://pierre-alainmillet.fr/Resistance-ou-Collaboration>



Résistance ou Collaboration linguistique ?

- Lecturesâ€¦ -

Date de mise en ligne : mercredi 25 janvier 2017

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

J'ai décidé de signer cet appel pour affirmer l'importance de la langue française, bien sûr pour l'accès à la culture, à notre histoire, pour préserver la diversité culturelle du monde, mais aussi parce que j'ai fait l'expérience des inégalités que créent l'utilisation d'un anglais incertain dans le travail, les incompréhensions qui provoquent des erreurs, des litiges.

Et surtout quand on constate que les élites mondialisées qui envoient déjà leurs enfants faire leurs études à New York, Los Angeles ou Londres, sont prêtes à laisser se défaire ce qui permet l'unité du peuple Français, sa capacité à construire un projet politique rassemblant toutes les forces sociales, quelques soient leurs origines et leurs histoires.

J'écoutais une émission d'information en « prime time » qui disait sans même y faire attention, « nous sortons ce »cold case« au sujet d'un serial killer »! la moitié de mots anglais dans cette phrase banale de journaliste à une heure de grande écoute!

Oui, l'heure de la résistance est venue!

pam

**A la veille de la présidentielle, 30
personnalités de tous horizons lancent un
appel pour la défense de la francophonie et
de la diversité linguistique
Résistance ou Collaboration linguistique ?**

**C'est l'heure du choix pour les candidats et
pour les électeurs français : face à MM.
Macron et Gattaz, chevaux de Troie du
tout-anglais en France et en Europe,
REPRENONS LANGUE !**

Prenant la parole à Berlin dans le cadre de sa candidature à la présidence de la République... française, Emmanuel Macron a prononcé son discours en anglais « pour être compris de tous » (sic).

Le 11 janvier, s'exprimant sur France-Info dans l'émission de J.-M. Apathie, le chef de file du MEDEF, Pierre Gattaz, a salué ce reniement macronien de la langue française en expliquant laborieusement que l'avenir de la Francophonie passe par l'anglais (M. Apathie a relevé l' « oxymore »), « langue universelle des affaires » : une assertion à la fois fautive et hors-sujet, sauf à réduire l'activité à venir d'un futur chef de l'Etat à une forme d'affairisme international. Le patron des patrons a même précisé que les jeunes Français devaient apprendre à « lire, écrire, compter » en anglais, même s'il a ajouté, pour adoucir l'énormité de son propos, que bien sûr ils devaient aussi maîtriser le français (on respire !).

Résistance ou Collaboration linguistique ?

Dans cette même émission, M. Gattaz a aussi expliqué que pour « gagner », la France devait accepter les délocalisations industrielles, limiter les droits sociaux et les garanties du code du travail qui freinent, selon lui, les entreprises. La question est de savoir si cette prétendue « France qui gagne » à l'international serait autre chose, une fois privée de sa langue et de ses acquis sociaux, qu'un « couteau sans manche dont on a perdu la lame »... Bref, une « France » dénaturée dont ne bénéficierait qu'une minorité de privilégiés.

De plus en plus il apparaît qu'une part croissante de nos « élites » (?) économiques et politiques est déterminée à liquider notre langue au niveau international comme au niveau national, quitte à violer grossièrement l'article II de la Constitution, lequel dispose que « la langue de la République est le français ». Déjà l'ex-président du MEDEF et du syndicat patronal européen Ernest-Antoine Seillière avait déclaré en 2004 qu'il n'officierait plus, en tant que patron de BusinessEurope, qu' « *en anglais, la langue de l'entreprise et des affaires* ». Déjà M. Kouchner, ministre des Affaires étrangères de N. Sarkozy, affirmait lui aussi cyniquement que « *l'avenir de la Francophonie passe par l'anglais* » (sic). Déjà, Mme Fioraso, ministre de F. Hollande, a fait de l'anglais une langue universitaire en France au mépris de la loi Toubon qui institue notre langue en « *langue de l'enseignement* ». Déjà de grandes entreprises comme Renault ou PSA basculent toute leur documentation interne à l'anglais en France même, sans parler de la grande distribution qui privilégie l'anglais (Carrefour City, Simply Market, etc.), des « services publics » et des ex-services publics (SNCF, EDF, Orange...) qui affichent trop souvent leur publicité et leurs enseignes en frenglish ou en mauvais anglais ; ni de la « France » qui chante en anglais à l'Eurovision, des films tournés en anglais en France sur subvention de l'Etat, des émissions intitulées en anglais sur des chaînes publiques, etc.

Manifestement, l'aile marchante de l'oligarchie politico-financière « française » a décidé, à l'occasion des présidentielles, de franchir un seuil décisif dans l'assassinat programmé de la langue nationale, qui est aussi, rappelons-le, la langue officielle de dizaines de pays dans le monde : après la loi du silence qui, depuis des années, interdit de fait aux grands médias de mettre en débat le basculement linguistique insidieusement en cours en France, voici que certains milieux – dont MM. Macron et Gattaz sont l'avant-garde – passent à l'arrachage officiel, quitte à tenir à mi-voix à l'égard du français d'hypocrites propos élogieux en forme de soins palliatifs...

Nous refusons et refuserons avec acharnement cet attentat cynique contre le peuple français et les autres peuples de la Francophonie. C'est le moment ou jamais pour les amis du français et de la Francophonie d'interpeller vigoureusement les candidats aux prochaines élections, présidentielle et législatives :

- oui ou non, condamnez-vous l'attitude anti-francophone caractérisée de M. Macron et de ses « hampers » (ainsi se nomment ses partisans) ?
- oui ou non, ferez-vous enfin respecter et renforcerez-vous la loi Toubon, y compris en sanctionnant les « collabos de la pub et du fric » (dixit Michel Serres) qui ne recourent au français dans leur « com » que pour mieux le polluer et introduire le « Globish Business » ?

La résistance et le civisme linguistique sont décisifs pour sauver notre langue, premier service public de France et socle du lien social, pour imposer le respect dû à tous les Francophones de France et d'ailleurs, pour sauvegarder l'égalité entre les citoyens français dont l'écrasante majorité n'est pas « English Mother Tongue » (1). Cette résistance est également vitale pour préserver la diversité des langues qui n'importe pas moins à la culture mondiale que la diversité des espèces n'importe aux défenseurs de la nature.

Au demeurant, Macron n'a pas seulement piétiné le français en parlant anglais à Berlin, il a aussi humilié les germanophones, qui ne sont pas tous censés parler la langue du « business » macronien ! Il est vrai qu'en Allemagne aussi la trahison linguistique fait rage à l'initiative du haut patronat : la société Volkswagen ne vient-elle pas de passer toute sa communication d'entreprise à l'anglais au mépris des ouvriers et des consommateurs allemands ? Assez de ce totalitarisme linguistique, d'autant plus odieux et ridicule que l'Angleterre est en passe de quitter l'U.E., si bien que légalement, l'anglais ne peut plus être la langue officieuse, et encore moins, la langue officielle, des institutions européennes !

Résistance ou Collaboration linguistique ?

Macron se donne des airs de « transgresseur » et de « moderniste » en humiliant sa langue maternelle à l'international. Or il n'y a rien de moins moderne que cet assassinat de la diversité culturelle, rien de plus conformiste que cette allégeance au tout-anglais et à ce qu'il signifie de soumission à l'Empire néolibéral anglo-saxon...

Résistance ou collaboration linguistique, l'heure du choix est venue pour tous les citoyens épris de dignité. Ensemble, sauvons notre langue, et avec elle, la diversité linguistique mondiale, de l'oppression du tout-anglais porté par le monde de la finance.

(1) = « langue maternelle anglais » : nombre d'offres d'emploi de postes de hauts cadres réservées aux anglophones, ce qui revient à introduire indirectement une préférence nationale à l'envers qui n'est pas moins douteuse que son inverse.

Signataires (11.01.2017)

- Georges Gastaud, philosophe, président exécutif de l'Association CO.U.R.R.I.E.L. (COLlectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistiques)
- Stéphane Sirot, historien du syndicalisme
- Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Paris-VII
- Bernard Guillaumin, trésorier national de l'Association CO.U.R.R.I.E.L.
- Philippe Loubière, docteur ès lettres
- Matthieu Varnier, secrétaire général de l'Association CO.U.R.R.I.E.L., roboticien
- Philippe de Saint-Robert, ancien Commissaire général à la langue française, président de l'Association pour la sauvegarde et l'expansion de la langue française (ASSELAFF)
- Guy Chausson, Association Lotoise des Amis de la langue française
- Francis Combes, poète
- Albert Salon, docteur d'Etat ès lettres, ancien ambassadeur, président d'association pour le français et la Francophonie
- Pierre Pranchère, ancien Franc Tireur et Partisan de France, ancien député de Corrèze
- Aurélien Djament, mathématicien, CNRS
- Rose-Marie Serrano, traductrice d'espagnol
- Patricia Latour, journaliste
- Daniel Miroux, président de l'Alliance Champlain
- Benoît Foucambert, syndicaliste (81)
- Christophe Pouzat, neurobiologiste
- Christian Darlot, chercheur CNRS
- André Tosel, professeur émérite de philosophie, Université de Nice
- Marcel Girardin, administrateur de Défense de la langue française en Pays de Savoie
- Anna Persichini, secrétaire, militante syndicale CGT (06)
- Jean-Luc Pujo, président des Clubs Penser la France
- Denis Foucambert, professeur de psycholinguistique, Université du Québec (Montréal)
- Alain Fleury, auteur, comédien, metteur en scène (76)
- Aymeric Monville, éditeur
- Daniel Dubois, syndicaliste, libre-penseur, élu (Adjoint au Maire, 59).
- Giovanni Di Mino, professeur de langue vivante (13)
- Christian Champiré, maire de Grenay (62)
- Romain Vignest, président de l'Association des professeurs de Lettres
- Laurent Lafforgue, mathématicien, professeur à l'IHES
- Anna-Maria Campogrande, pour Athena, Association pour la défense et la promotion - des langues officielles de la Communauté Européenne, Italie.
- Barbara Flamand, poétesse (Belgique)